

dans le cadre d'accords fiscaux, d'accords conjoints, de services aux particuliers, ainsi de suite. Le gouvernement a très peu de pouvoir discrétionnaire sur ce budget. C'est ce qu'on ne dit pas. Mais on n'arrête pas encore d'accuser Ottawa de se livrer à la prodigalité et au gaspillage et les Canadiens d'un bout à l'autre du pays sont incités à croire qu'il y a une sorte de conspiration nationale contre les intérêts provinciaux alors que cela n'est absolument pas vrai.

Un de nos premiers ministres provinciaux des plus éloquents, qu'on a très favorablement cité ces derniers mois sur le sujet de l'unité nationale, a fait circuler une lettre à tous les habitants de sa province au cours de la dernière semaine de sa dernière campagne électorale provinciale dans laquelle il leur disait: «La question dans cette élection n'est pas de savoir si vous êtes libéral, ou NDP, ou conservateur, ou quoi que ce soit d'autre. La question, mes amis, est de savoir si vous allez permettre à Ottawa de nous voler et de nous arracher nos richesses.» C'était une fausse accusation. C'était agir malignement pour de mesquines visées politiques. Cette lettre a fait réélire ce premier ministre provincial, qui dit maintenant être préoccupé par la question de l'unité nationale. Le manque de responsabilité dont il a fait preuve au cours de sa campagne fournirait peut-être la réponse à sa question. Il devrait peut-être se demander en premier lieu pourquoi il avait envoyé cette lettre dans les derniers jours de sa dernière campagne provinciale. Certaines provinces veulent obtenir leur part mais pas beaucoup sont prêtes à faire en même temps des sacrifices, du moins officiellement.

Un important message à faire comprendre à tous les Canadiens est que notre pays ne pourra pas prospérer longtemps sur le plan économique si les provinces passent en premier et le Canada en second. L'avenir de notre pays dépendra de la mesure dans laquelle nous réussirons à ranimer notre sens de la collectivité et le sens de la loyauté nationale. Cette collectivité ne veut pas nécessairement dire unicité de but. Elle devrait plutôt servir à préserver la diversité du Canada et à la faire reconnaître comme l'un de ses plus grands atouts économiques et culturels. Notre diversité économique devrait être une source de force. Les ressources que des parties du pays ont la chance d'avoir sont des sources régionales de croissance.

Comme on nous l'a dit dans le discours du trône, les richesses naturelles du Canada nous serviront d'instrument pour mettre en œuvre une politique industrielle vigoureuse. Ce sera également une occasion pour les Canadiens d'atténuer leurs disparités régionales.

Quelles sont les questions que doivent se poser les dirigeants gouvernementaux, ceux d'entre nous qui participent au gouvernement. S'il est vrai que par le passé, comme on nous l'a reproché, nous sommes parfois restés insensibles ou avons mal compris les intérêts et aspirations nationaux—aucun parlementaire fédéral n'est sans tache à ce sujet—il nous incombe maintenant de changer nos méthodes. Le nouveau gouvernement a bien l'intention de faire en sorte que chaque région s'estime équitablement traitée. Nous allons instaurer de nouvelles méthodes de communication pour tenter de mieux comprendre les aspirations régionales. Et à l'intérieur de chaque région nous voulons encourager l'initiative et favoriser les entreprises.

[Le sénateur Perrault.]

Quelles tâches allons-nous réserver aux honorables sénateurs présents dans cette enceinte? Je crois que nous avons une tâche et une responsabilité fondamentales surtout compte tenu du résultat des dernières élections, soit de représenter les intérêts régionaux à Ottawa et de faire valoir les intérêts de la nation dans nos provinces. Déjà, les circonstances actuelles ont eu des répercussions dans cette enceinte puisque nous comptons dans nos rangs des ministres de la Couronne. Les honorables sénateurs admettront, je crois que ce système a donné de bons résultats au cours de la dernière législature, alors qu'un autre parti formait le gouvernement.

Nous vivons une période importante de notre histoire et le Sénat lui-même évolue en tant qu'institution nationale. Nous devons chercher à exprimer le mieux possible les désirs de chaque région du Canada, et faire en sorte que chaque région se sente représentée au moins dans une certaine mesure.

Le discours du trône s'est adressé aux représentants de l'Ouest en leur affirmant que le gouvernement était prêt à les aider à représenter leurs régions, et on a déjà critiqué le gouvernement pour cette attitude. C'est regrettable.

**Le sénateur Murray:** Non ce n'était pas pour cela; c'était pour le passage suivant.

**Le sénateur Perrault:** Je voudrais signaler cependant, qu'entre autres moyens de communication—du moins en ce qui concerne la province de Colombie-Britannique sera la consultation avec l'opposition. J'ai déjà invité les députés progressistes conservateurs à venir me voir en ma qualité de représentant de la Colombie-Britannique au cabinet, pour discuter de la meilleure façon d'exposer les besoins et les intérêts de notre province, que ce soit à la Chambre, au Sénat ou au cabinet. Je dois dire que la réponse de l'opposition officielle a été très encourageante. Je compte faire la même chose pour les députés néo-démocrates. Cela n'exclut pas, bien sûr, la consultation des représentants libéraux ou d'autres groupes.

Personne ne nie que les circonscriptions de l'ouest du Canada ont élu librement des députés des partis de l'opposition et, à mon avis, c'est un fait que nous ne devrions pas essayer de masquer ou de déformer. Toutefois, nous avons tous une tâche à accomplir pour nos régions quel que soit notre poste au Parlement et si nous voulons nous en acquitter convenablement, tous les partis devront en mettre coup.

J'aimerais dire quelques mots à propos d'une déclaration faite cet après-midi par le leader suppléant de l'opposition. Je respecte beaucoup le sénateur Roblin. Je tiens cependant à reprendre une de ses observations pour montrer comment l'on peut se servir d'une situation comme si on voulait jeter de l'huile sur le feu. L'honorable sénateur a fait une certaine déclaration cet après-midi au sujet d'une présumée promesse d'aide du gouvernement fédéral pour la construction d'installations céréalières à Prince-Rupert. Il a laissé entendre que le gouvernement fédéral avait d'une façon quelconque manqué à sa promesse. Selon lui, nous serions revenus sur un engagement pris à l'origine par un gouvernement conservateur.

J'aurais voulu que l'honorable sénateur s'assure bien des faits avant de prononcer son discours, parce que les conclusions qu'il a tirées sont tout à fait fausses. Je dois dire que certains membres de son parti et d'autres partis de l'opposition se sont servis des mêmes renseignements en Colombie-Britannique. Ils se sont proménés un peu partout dans la province en laissant